

La CGT PJJ vous informe

AUX URNES CITOYENS !!!

RIEN N'EST ENCORE TRANCHÉ

A l'occasion du 1er tour des élections législatives, 76 députés ont déjà été élus dont 39 de la coalition LR-RN, 31 du Nouveau Front Populaire, 2 du parti Ensemble, 2 du Centre, 1 de LR et 1 du parti de gauche.

Dimanche 7 juillet 2024, aura donc lieu un second tour pour 501 circonscriptions.

Si l'extrême droite est en tête dans 258 de ces Front Républicain circonscriptions, **le** pleinement changer la donne et c'est en ce sens que de nombreux partis politiques ont appelé désistement de leurs candidats pour éviter la dispersion des voix.

Cet appel a tout de même permis le désistement de 224 candidats. Toutefois, l'ambiguïté entretenue par le camp présidentiel et le refus de certains partis à se désister entraîneront une responsabilité historique car il ne faut pas se méprendre, le seul ennemi de la République c'est l'extrême droite.

Si 89 candidats ne se sont pas encore désistés, il est encore temps de le faire.

Néanmoins, même en cas de non désistement, ce sont les citoyens qui ont les cartes entre leurs

LUTTONS PARTOUT CONTRE LE POISON DE LA DIVISION

La CGT PJJ en appelle à un large Front Républicain et à voter pour le candidat le plus à même de faire obstacle à l'élection de candidats de la coalition LR-RN.

L'abstention, les votes blancs et nuls ne sont malheureusement pas pris en considération dans notre système d'élection. Par conséquent et dans ce cas de figure, cela revient à donner sa voix à l'extrême droite. Si vous ou quelqu'un de votre entourage ne peut pas voter, utiliser la procuration.

Un gouvernement d'extrême droite serait dangereux pour la démocratie et pour la République.

Jamais la CGT ne mettra dos à dos l'extrême droite avec une quelconque autre force politique.

L'extrême droite est raciste, antisémite, islamophobe, sexiste, homophobe et violente. Si elle arrive au pouvoir, elle s'attaquera à tous les contre-pouvoirs, à la liberté de la presse, à l'audiovisuel public, à l'indépendance de la justice, au droit de grève et aux libertés syndicales.

Elle porte un projet qui amplifierait la régression sociale d'Emmanuel Macron en instaurant une nouvelle cure d'austérité pour les services publics, le maintien de la réforme des retraites et aucune augmentation de salaire ni de pension. Elle représente un danger pour les travailleurs de ce pays, les privés d'emploi et les retraités.

Il est indispensable de se poser la question de ce que deviendrait le Service Public, le statut de la fonction publique, le travail social et la PII dans de telles conditions.

Comment exercer ses missions de fonctionnaire ou d'agent de l'Etat sous un régime d'extrême droite?

Elle représente également un véritable danger pour notre public : mineurs isolés étrangers, jeunes majeurs, mineurs et leurs familles.

